
Le rôle des étrangers dans la dynamique sociopolitique de la Tunisie (XVII^e - XVIII^e siècle). Un problème d'historiographie

Abdelhamid Henia



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6471>

DOI : 10.4000/cdlm.6471

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2012

Pagination : 213-233

ISBN : 978-2-914-561-58-7

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Abdelhamid Henia, « Le rôle des étrangers dans la dynamique sociopolitique de la Tunisie (XVII^e - XVIII^e siècle). Un problème d'historiographie », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 84 | 2012, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6471> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.6471>

Le rôle des étrangers dans la dynamique sociopolitique de la Tunisie (xvii^e - xviii^e siècle). Un problème d'historiographie¹

Abdelhamid HENIA

Nous proposons dans ce texte d'aborder un problème d'historiographie relatif à la manière dont les «étrangers»² dans la Tunisie des xvii^e et xviii^e siècles ont été perçus par les différents courants qui se sont attachés à l'étude de cette période. Les «étrangers» dont il est question ici sont les Turcs (ou assimilés), les Andalous, les juifs livournais, les chrétiens islamisés de gré ou de force ou restés fidèles à leur religion; en somme, il s'agit d'immigrants méditerranéens. Il sera question également des populations tunisiennes qui se sont confrontées à ces «étrangers». Pour ce faire, partons d'un constat et d'une interrogation.

Le constat d'abord: mis à part quelques moments de difficultés, les travaux historiographiques qui ont porté sur la Tunisie ont unanimement considéré les xvii^e et xviii^e siècles comme un moment de prospérité, surtout lorsqu'on les compare aux xvi^e et xix^e siècles, ces deux dernières périodes étant connues pour leurs difficultés structurantes et déstabilisantes³. Quant aux marques de cette prospérité, elles sont nombreuses. Sur le plan démographique, les sources s'accordent pour souligner une croissance exceptionnelle de la population, plus particulièrement au cours du xviii^e siècle⁴. Entre 1705 et 1784, soit durant trois générations

1. Une première version de ce texte a fait l'objet d'une conférence présentée le 27 mars 2009, à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS - Paris), dans le cadre du séminaire «Transméditerranées», dirigé par Jocelyne Dakhli.
2. Le terme d'«étranger» est utilisé ici comme une catégorie d'analyse et non comme une catégorie propre aux acteurs de l'époque.
3. Voir surtout les travaux de Mohamed-Hédi Chérif: pour le xvi^e siècle, lire «L'histoire de l'Afrique du Nord jusqu'à l'indépendance du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie. Le Maghreb dans l'histoire», dans Centre de Recherche et d'Études sur les Sociétés Méditerranéennes (dir.), *Introduction à l'Afrique du Nord contemporaine*, Paris, CNRS Éditions, 1975, p. 17-47; pour les débuts du xix^e siècle, lire: «Expansion européenne et difficultés tunisiennes de 1815 à 1830», *Annales ESC*, n° 3, mai-juin 1970, p. 714-745.
4. Sur la démographie de la Tunisie aux xvii^e et xviii^e siècles, Paul Sebag, «La peste dans la région de Tunis aux xvii^e et xviii^e siècles», *Revue de l'Institut des Belles Lettres Arabes (IBLA)*, n° 109, 1965, p. 35-48; Lucette Valensi, «Calamités démographiques en Tunisie et en Méditerranée orientale aux xviii^e et xix^e siècles», *Annales ESC*, n° 6, 1969, p. 1540-1561; *id.*, *Fellahs tunisiens: l'économie rurale et la vie des campagnes aux xviii^e et xix^e siècles*, Paris-La Haye, Mouton, 1977, p. 13-15; Mohamed-Hédi Chérif, *Pouvoir et société dans la Tunisie de H'usayn Bin 'Alī (1705-1740)*, Tunis,

environ, le pays n'a pratiquement pas connu d'épidémie. Cette paix démographique est de nature à multiplier le nombre de bras aptes au travail et contribue pour beaucoup à la croissance économique des années 1760 et 1770, décrite par l'historien Hammûda Bin Abdalazîz dans son *Kitâb al-bâshî*⁵. Cette période est suivie sur le plan démographique par des reflux brutaux que provoquèrent des épidémies successives jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

Les XVII^e et XVIII^e siècles sont également marqués par une certaine prospérité des villes⁶. On assiste en Tunisie, plus qu'ailleurs dans le reste du Maghreb, à une croissance de la vie urbaine par rapport au XVI^e siècle⁷. Ce progrès urbain n'est pas toujours aisé à démontrer chiffres à l'appui. Il n'existe aucune statistique (même partielle) sur les villes et leur population avant le milieu du XIX^e siècle. Cependant, on peut déduire ce progrès à partir de quelques appréciations fondées sur des indices indirects, en étudiant par exemple l'histoire des monuments, la localisation des mosquées, des bains maures, des fontaines et d'autres éléments analogues qui peuvent informer sur l'évolution du tissu urbain⁸. À l'époque moderne, le monde des villes en Tunisie se trouve renforcé et revigoré par l'apparition de nouvelles agglomérations ou par le renouveau de sites anciens, qui avaient décliné; on n'y compte presque pas de villes tombées en ruine⁹, comme c'est le cas au Maroc, par exemple¹⁰. Plusieurs autres villes, en revanche, apparaissent principalement à partir du XVII^e siècle, notamment celles qui ont accueilli les Andalous dans la région du Nord-Est¹¹. Le Sahel, réduit à l'époque hafside à l'arrière-pays de Sousse, Monastir et Mahdia, s'étend à partir du XVII^e siècle grâce au développement de la culture de l'olivier qui joue en l'occurrence le rôle de front pionnier¹². Le Sahel

Publications de l'Université de Tunis, 1984, t. I, p. 26-29; Salvatore Speziale, *Oltre la peste: sanità, popolazione e società in Tunisia e nel Maghreb (XVIII-XX secolo)*, Cosenza, Pellegrini, 1997.

5. Hammûda Bin Abdalazîz, *Kitâb al-bâshî*, manuscrit de la Bibliothèque nationale de Tunis n° 351, s. d., p. 342-355.
6. Ce qui réfuterait la thèse du déclin très souvent développée par l'historiographie coloniale pour la période dite « précoloniale ».
7. Abdelhamid Hénia, « Le città nel Maghreb in età moderna: vettore di modernità? », dans Enrico Iachelle et Paolo Militello (dir.), *L'insediamento nella Sicilia d'età moderna e contemporanea*, Bari, Edipuglia, 2008, p. 143-165.
8. Jacques Revault, *Palais et demeures de Tunis (XV^e et XVII^e siècles)*, Paris, CNRS Éditions, 1967; *id.*, *Palais et demeures de Tunis (XVII^e et XIX^e siècles)*, Paris, CNRS Éditions, 1971; *id.*, *Palais et résidences d'été de la région de Tunis (XVI^e - XIX^e siècles)*, Paris, CNRS Éditions, 1974; *id.*, *Le fondouk des Français et les consuls de France à Tunis (1660-1860)*, Paris, Éd. Recherche sur les civilisations, 1984.
9. L'historiographie tunisienne ne mentionne qu'un seul cas de ville disparue après le XVI^e siècle: celui de la ville d'al-Urbus.
10. Abdelahad Sebti et Halima Farhat, *al-Madîna fî-l-'aṣr al-wasit: qadhâyâ wa wathâ'iqâ fî târîkh al-Maghrib al-islâmî* (La ville au Moyen Âge: questions et documents relatifs à l'histoire du Maghreb islamique), Beyrouth-Casablanca, Al-Markiz al-thaqâfî al-'arabî, 1994.
11. Plusieurs travaux ont porté sur l'installation des Andalous dans cette partie de la Tunisie. Citons l'une des plus récentes publications sur ce sujet: Nizar Sayari et Hichem Rejeb, « Origine du paysage andalou dans le Nord-Ouest tunisien. Testour et son entourage morisque », dossier thématique sur « Les Morisques », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 79, décembre 2009, p. 319-335.
12. Mohamed-Hédi Chérif, « Propriétés des oliviers au Sahel des débuts du XVII^e à ceux du XIX^e siècle », dans *Actes du 1^{er} Congrès d'histoire et de civilisation du Maghreb*, Tunis, Publications du CERES, 1979, t. 2, p. 209-252; Khalifa Chater, « Relations ville-campagne dans la Tunisie du XIX^e siècle: le cas du Sahel et des basses steppes », dans *Système urbain et développement au Maghreb*, Tunis,

finir par englober une soixantaine de cités, villages et bourgs, soit toute la partie sédentaire et arboricole de la Tunisie centrale.

On assiste également au cours de cette période au rétablissement de la centralité politique, principalement en faveur des villes : le rôle assuré par ces dernières dans la construction du pouvoir étatique est fondamental. Celui-ci a permis aux villes de construire peu à peu des espaces fonciers plus ou moins importants. Au terme de l'évolution, le rôle de Tunis, à titre d'exemple, finit par s'étendre sur presque toute la vallée de la Medjerda, soit dans un rayon de 30 à 50 kilomètres environ¹³.

La macrocéphalie des villes est un phénomène absent en Tunisie au temps des Hafside. Le changement sur ce plan est spectaculaire à partir du ^{xvii}e siècle : la macrocéphalie¹⁴ s'est imposée alors en Tunisie au profit exclusif de la ville de Tunis. La grande originalité du système urbain en Tunisie réside dans le nombre de petites villes qui pèsent d'un certain poids et imprègnent sur le plan culturel et économique la société tout entière. Tous ces faits ont été décrits comme autant d'aspects d'une certaine « modernité »¹⁵ que la Tunisie a connue au cours des ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles¹⁶.

Venons-en maintenant à l'interrogation. Quels sont les architectes (ou les « vecteurs ») d'une telle prospérité, d'une telle « modernité » ? L'enquête, menée dans la production historiographique portant sur cette période de l'histoire tunisienne, révèle sans ambiguïté que les premiers acteurs identifiés d'un tel processus sont les « étrangers », qui affluent dans le pays en nombre relativement important, plus particulièrement à partir de la fin du ^{xvi}e siècle¹⁷. Il s'agit des Turcs (constituant un corps de quelque trois mille janissaires en 1574, porté plus tard à quatre mille), des Andalous (30 à 40 000), des captifs de la course convertis à l'islam de gré ou de force (quelques milliers) et des juifs livournais (quelques centaines)¹⁸.

CERES Productions, 1980, p. 69.

13. Mohamed-Hédi Chérif, « Pouvoir beylical et contrôle de l'espace dans la Tunisie du ^{xviii}e et des débuts du ^{xix}e siècle », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, t. XXII, 1983, p. 51.

14. Le phénomène est relevé par le géographe Pierre Signoles, *L'Espace tunisien, capitale et État-région, Fascicule de recherches*, Tours, URBAMA, 1985.

15. Nous entendons par les expressions « moderne » et « modernité » les nouvelles réalités survenues après le tournant du ^{xvi}e siècle, en rupture avec celles de la période précédente ; la « modernité » serait donc une mise à distance par rapport à des pratiques pré-modernes. Par conséquent, nous nous inscrivons en faux contre l'idée européocentrique d'une « modernité » atteinte par un unique chemin et inventée de toutes pièces par l'historiographie nationale ou nationaliste européenne du ^{xix}e siècle qui a fait de l'Europe la seule entité à même de générer une modernité. Nous suivons plutôt ici Pierre Bourdieu, Olivier Christin et Pierre-Étienne Will, « Sur la science de l'État », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 133, juin 2000, p. 3.

16. En tout cas le professeur Chérif affirme clairement l'existence d'une « modernité » dans la Tunisie de l'époque. Voir Mohamed-Hédi Chérif, « Apport des Turco-ottomans au Maghreb à l'époque moderne », dans *Mélanges méditerranéens d'estime, d'amitié et de reconnaissance à André Raymond*, Tunis, Fondation Témimi, 2004.

17. C'est ce qui explique les qualificatifs de « carrefour de races » ou de « cosmopolite » attribués souvent à la Tunisie ; voir Abdeljalil Karoui, *La Tunisie et son image dans la littérature française du ^{xix}e siècle et de la première moitié du ^{xx}e siècle (1801-1945)*, Tunis, Société Tunisienne de Diffusion, 1975, p. 7 ; Mohamed-Hédi Chérif, *Pouvoir et société...*, op. cit., p. 26.

18. Les estimations de la population tunisienne durant la période étudiée (^{xvii}e - ^{xviii}e siècle) se

Cependant, si ces travaux historiographiques sont unanimes pour valoriser le rôle des «étrangers» dans cette dynamique connue par la Tunisie, ils ne s'accordent pas à désigner une catégorie particulière parmi ces étrangers. Ainsi, nous ne pouvons faire l'économie d'un détour historiographique.

Une cacophonie historiographique

L'historiographie tunisienne des xvii^e et xviii^e siècles

Les historiens tunisiens ont manifesté un intérêt limité pour les Européens (chrétiens et juifs livournais). Ils ont, en revanche, réservé une place bien plus importante de leurs travaux aux Turcs, principalement, et aux Andalous, accessoirement. En effet, ils parlent des Turcs avec beaucoup d'admiration. Ces historiens attribuent à l'intervention des Ottomans, pour libérer Tunis de l'occupation espagnole en 1574, des motivations essentiellement religieuses : la défense du *dâr al-islâm* (la Cité musulmane) qu'ils auraient sauvée du péril chrétien, représenté par les Espagnols poursuivant leur élan de *Reconquista* sur les côtes de l'Ifriqiya. Le sultan Sélim II aurait ainsi rempli, selon eux, son rôle de « Commandeur des croyants » et de défenseur de l'islam¹⁹.

Présentés comme des sauveurs, les Turcs auraient répondu à l'appel des sociétés citadines : Sidi Mahrez, saint protecteur de la ville de Tunis, apparu dans un songe au Sultan, aurait réclamé son intervention pour sauver sa ville des Infidèles²⁰. Ainsi, les historiens tunisiens ont développé toute une mytho-histoire pour légitimer l'œuvre bienfaitrice des Turcs et l'installation de leur pouvoir dans le pays²¹.

Quant aux courants historiographiques se désignant comme *hanafi* ou *hanafiyya* (turcs natifs du pays)²², ils tendent à développer l'idée de la supériorité des Turcs, en glorifiant leur apport. Ainsi, Hasîn Khûja, un *hanafi* ayant écrit son *Dhayl* au cours des années 1720, n'hésite pas à rapporter ce qu'aurait remarqué un savant turc débarqué à Tunis au début du xvii^e siècle : la ville est « vide de science »²³. Il va sans dire que le « vide » ici est fondateur de la légitimité de l'œuvre bienfaitrice des Turcs. L'auteur de l'*Ithâf*, un autre historien autochtone écrivant au cours des années 1860, développe en revanche, concernant les oulémas turcs, un discours tout autre et tend à valoriser le savoir local par rapport à celui des Turcs ; ces derniers étant jugés par lui « frustes », « plus soldats que oulémas »²⁴.

situent dans une tranche allant d'1 à 2 millions d'habitants, ordre de grandeur proposé par le professeur Mohamed-Hédi Chérif (*Pouvoir et société...*, *op. cit.*, p. 26).

19. Jamil M. Abun-Nasr, *A History of the Maghrib in the Islamic Period*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 184-205.

20. Ibn Abî Dînâr, *Al-Mu'nis fî 'akhbârî Ifriqiyya wa Tûnis*, Tunis, éd. Al-Maktaba al-'Atîqa, 1967, p. 186.

21. *Ibid.*, p. 178 et 195.

22. Sami Bargaoui, « Des Turcs aux Hanafiyya. La construction d'une catégorie "métisse" à Tunis aux xvii^e et xviii^e siècles », *Annales HSS*, n° 1, janvier-février 2005, p. 209-228.

23. Hasîn Khûja, *Dhayl bashâ'ir 'ahli l-'îmân bi-futûhât 'âli 'Uthmân*, édité par At'-T'âhir al-Ma'mûrî, Tunis, Al-Dâr al-'Arabiyya li-l-kitâb, 1975, p. 167.

24. Ahmad Ibn Abî Dhiyâf, *Ithâf 'ahl al-zamân bi-'akhbârî mulûki Tûnis wa 'abd al-'amân*, 2^e éd., Tunis, Maison Tunisienne d'Édition, 1976-1979, t. 2, p. 17-18.

Il faut dire qu'à partir du milieu du XIX^e siècle on commence à développer en Tunisie vis-à-vis des Ottomans un discours de plus en plus autonomiste et plutôt proto-nationaliste.

D'une manière générale, historiens autochtones et *hanafiyya* n'ont pas cherché outre mesure à établir une distinction entre les Turcs (venus d'Anatolie ou natifs du pays) et les « assimilés aux Turcs » parmi les chrétiens captifs de la course convertis à l'islam. Il faut donc attendre les années 1860 pour trouver un Ibn Abî Dhiyâf qui évoque les mamelouks comme une catégorie particulière²⁵.

Concernant les Andalous, les historiens de l'époque se révèlent, en revanche, nettement moins diserts : ils soutiennent principalement que les Morisques sont tous bien accueillis en 1609, date de leur expulsion par Philippe III d'Espagne. On précise aussi qu'ils ont revivifié certaines localités et qu'ils ont beaucoup sillonné le pays²⁶. En tout cas, ils ne font l'objet, d'après ce qu'en disent les historiens des XVII^e et XVIII^e siècles, d'aucune admiration particulière ; on ne leur attribue aucun génie particulier, même pas dans l'industrie de la chéchia (bonnet de laine) qui a beaucoup prospéré, plus particulièrement au cours du XVIII^e siècle, et qui est qualifiée plus tard par l'historiographie coloniale et postcoloniale d'activité proprement andalouse. C'est donc l'historiographie contemporaine qui donne une plus grande importance au rôle des éléments andalous, au point de pouvoir parler, comme nous le verrons, d'une véritable « andaloumanie » chez certains historiens de nos jours. Le renversement de l'attitude vis-à-vis des Andalous s'est opéré progressivement avec les transformations survenues au XIX^e siècle et plus particulièrement la nouvelle attitude d'admiration à l'égard de l'Occident. Dans ce nouveau contexte, certains Tunisois *balâdî* trouvent d'autant plus valorisant pour eux de se remémorer leur origine andalouse. L'autochtonie mémorielle cède progressivement la place à d'autres mémoires d'origine extérieure jugées de plus en plus valorisantes. L'historien Ahmed Abdesselem écrit ainsi qu'« un très grand nombre de fonctionnaires et même de dignitaires religieux tunisiens des derniers siècles [...], quand ils n'étaient pas d'origine « turque », se prévalaient d'une ascendance andalouse »²⁷.

Sur les juifs livournais, l'historiographie locale de l'époque ne dit rien. Au sujet des Européens (*naçâra* / chrétiens ou *ifranj* / Francs), nos chroniqueurs n'écrivent que très peu de choses. L'historien Ibn Abî Dînâr nous informe dans *Al-Mu'nîs* (achevé en 1681-1682), que les chrétiens (*naçâra*) sont peu avertis (« *fi ghaflatin* ») des nouvelles techniques de course adoptées par les corsaires tunisiens au début du XVII^e siècle²⁸ ; dans son *Kitâb al-bâshî*, écrit vers 1777, Hammûda Bin Abdalazîz

25. Ahmad Ibn Abî Dhiyâf, *Ithâf...*, 1^{re} édition (Éditions du Secrétariat d'État à l'Information), 1963-1966, 8 tomes, voir les biographies dans les tomes 7 et 8. À propos des mamelouks, lire l'excellente thèse de M'hamed Oualdi, *Esclaves et maîtres. Les mamelouks des beys de Tunis du XVII^e siècle aux années 1880*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.

26. Ibn Abî Dînâr, *Al-Mu'nîs...*, *op. cit.*, p. 204.

27. Ahmed Abdesselem, *Les historiens tunisiens des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. Essai d'histoire culturelle*, Paris, Klincksieck, 1973, p. 333.

28. Ibn Abî Dînâr, *Al-Mu'nîs...*, *op. cit.*, p. 203 ; voir également Muh'ammad bin Muh'ammad al-Wazîr al-Sarrâj al-Andalusî, *Al-H'ulâl al-sundusiyya fi-l-akbbâr al-tûnisiyya*, (2^e éd.), Tunis, Dâr al-Gharb al-Islâmî, 1985, t. 2, p. 343.

parle des *Ifranj* (ou Francs) qui sont en paix (« *muṣālihīn* ») avec les musulmans²⁹. Aucun commentaire dans ces écrits ne montre que les Européens ont marqué d'une manière ou d'une autre les esprits de l'époque. On ne leur attribue aucun génie particulier; aucun sentiment d'infériorité vis-à-vis des Européens ne transparaît³⁰. Cependant, tout change au XIX^e siècle, plus particulièrement à partir de 1830 avec l'occupation de l'Algérie par la France³¹.

L'historiographie européenne (précoloniale, coloniale et postcoloniale)

L'historiographie européenne s'est plus particulièrement intéressée au rôle des Morisques chassés d'Espagne, à celui des chrétiens d'Europe captifs de la course et convertis à l'islam de gré ou de force (les « Chrétiens d'Allah » selon l'expression des Bennis³²) et aux Européens venus simplement en tant qu'aventuriers chercher fortune auprès des gouvernants. En revanche, cette historiographie ne s'est presque pas intéressée aux juifs livournais installés à Tunis au cours de la même période (XVII^e-XVIII^e siècles)³³.

29. Hammûda Bin Abdalazîz, *Al-Kitâb...*, *op. cit.*, p. 339.

30. On leur déclare la guerre s'il le faut. Ce fut chose faite avec Venise, le 22 janvier 1784; la paix ne s'est rétablie entre les deux États que huit années plus tard, le 2 mai 1792 (Ahmad Ibn Abî Dhiyâf, *Ithâf...*, *op. cit.*, t. 3, p. 201-207). Avec la France, quand elle a occupé la Corse en 1769, la déclaration de guerre est évitée de justesse: le bey de Tunis considère qu'il a des droits sur l'île (*ibid.*, t. 2, p. 17-18).

31. Ahmed Abdessellem souligne l'intérêt tardif porté par les historiens tunisiens aux étrangers européens (*Les historiens tunisiens...*, *op. cit.*, p. 476-478).

32. Bartolomé et Lucile Bennis, *Les Chrétiens d'Allah. L'histoire extraordinaire des renégats (XVI^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Perrin, 1989.

33. Cependant, on assiste, à partir de la seconde moitié du siècle dernier, à un regain d'intérêt pour les études portant sur les communautés juives de Tunisie. Elles sont produites par des juifs d'origine tunisienne installés en France d'une part – c'est le cas de Lucette Valensi (« Une histoire des Juifs de Tunisie est-elle nécessaire? Est-elle possible? », dans *Histoire communautaire: histoire plurielle, la communauté juive de Tunisie*, Tunis, Centre de Publication Universitaire, 1999, p. 51-63) et de Paul Sebag (« Les Juifs de Tunisie au XIX^e siècle d'après J.-J. Benjamin II », *Les Cahiers de Tunisie*, n° 28, 7^e année, 4^e trimestre 1959, p. 489-510; *Tunis au XVIII^e siècle. Une cité barbaresque au temps de la course*, Paris, L'Harmattan, 1989), par des historiens tunisiens d'autre part. Les écrits de ces derniers ne remontent pas avant les années 1980: Hédi Timoumi, *Al-Nashât al-ḥuḥyûni bi-Tûnis (1897-1948)*, Sfax, éditions Dâr Muhammad 'Alî li-l-nashr (1^{re} édition 1982), 2001; Abdelhamid Hénia, « Juifs et chrétiens à Tunis à l'époque moderne: cantonnement dans des quartiers spécifiques et exclusion du droit d'appropriation », dans Abdeljalil Témimi (dir.), *Chrétiens et musulmans à l'époque de la renaissance*, Zaghouan, Publications de la Fondation Témimi pour la Recherche Scientifique et l'Information, 1997, p. 165-174; Habib Jamoussi, *Juifs et chrétiens en Tunisie au XIX^e siècle, essai d'une étude socio-culturelle des communautés non musulmanes (1815-1881)*, thèse de doctorat d'histoire, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, 1998-1999; Ridha Ben Rejeb, « Les juifs de Tunisie à l'époque précoloniale à travers les fonds des Archives nationales tunisiennes », dans *Histoire communautaire...*, *op. cit.*, p. 65-81; Ridha Ben Rejeb, *Al-Nukhab al-yahûdiyya fi Tûnis wa mauqî'uhâ mina l-iqtisâd wa l-sultâ* (Les élites juives à Tunis et leur place dans la vie économique et politique), thèse de doctorat, Université de Tunis, 2003, inédite; Ahmed Saadaoui, « Les synagogues de Tunisie: recherches architecturales », dans *Histoire communautaire...*, *op. cit.*, p. 181-201; Youssef Ben Sassi, « Al-Aqliyya al-yahûdiyya bi-jazīrat Jirba bayna al-khurâfât wa-l-wâqî' al-târikhî » (La mentalité juive dans l'île de Jerba entre les histoires mythiques et les réalités historiques), *Revue d'Histoire maghrébine*, t. 27, n° 99-100, mai 2000, p. 411-426. L'essentiel de cette production historiographique porte sur des périodes plus récentes que celle qui nous préoccupe ici.

Paul Sebag présente les juifs livournais comme européens :

Venus d'Europe, ils en avaient conservé les usages et les manières qui tranchaient avec celles des juifs indigènes. Ils faisaient preuve à l'égard des juifs indigènes d'une certaine condescendance, voire d'un grand mépris, et ceux-ci ne pouvaient s'empêcher de leur tenir rigueur de leur déplaisante superbe³⁴.

Certaines sources les nomment « les juifs francs », « les juifs européens » ou même « les juifs chrétiens »³⁵. La catégorie d'« Européens » attribuée aux juifs livournais ne peut dater de l'époque (c'est-à-dire du xvii^e siècle). Elle ne peut avoir été construite que tardivement, au cours de la période coloniale très probablement, que ce soit par les acteurs eux-mêmes (c'est-à-dire les juifs livournais), ou bien par les chercheurs européens, français en l'occurrence.

Le plus ancien savoir historique sur les Européens est principalement fourni par les relations de voyage datant de la même période³⁶, et accessoirement par les rapports des agents consulaires en poste à Tunis ou des envoyés spéciaux³⁷. Ils ont la caractéristique d'offrir du pays et de la société une vue réfractée à travers des mentalités et des expériences autres³⁸. Aussi, la société est-elle présentée en « ordres », à l'instar du modèle de la France de l'époque. Au xvii^e siècle, Pierre Dan divise les populations de Barbarie en trois « nations » : Turcs, Maures et Arabes (bédouins)³⁹. Près d'un siècle plus tard, vers 1724, Jean-André Peyssonnel reprend le même schéma en soulignant l'existence de trois « états », où les Turcs forment « la noblesse du pays »⁴⁰. Dans sa classification de la société selon la théorie des trois ordres, Peyssonnel met en valeur les Turcs et les Andalous et ravalent les autochtones (qu'il appelle les Arabes) « au rang d'un peuple sans génie ni relief »⁴¹. Bien qu'ils soient assimilés à la noblesse française, les Turcs, selon notre voyageur,

34. Paul Sebag, *Tunis au xvii^e siècle...*, op. cit., p. 54.

35. Ahmed Saadaoui, « Les Européens à Tunis aux xvii^e et xviii^e siècles », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 67, décembre 2003, p. 61-84 [http://cdlm.revues.org/index124.html].

36. Citons les relations de voyages les plus connues ; pour le xvii^e siècle, lire : Paul Sebag, « Un document inédit sur la Tunisie au début du xvii^e siècle », *Les Cahiers de Tunisie*, n° 33/35, 1961, p. 109-211 ; Pierre Grandchamps, « Une mission délicate en Barbarie au xvii^e siècle », *Revue tunisienne*, n° 30, p. 299-322, et n° 31/32, 1937, p. 471-501 ; Jean de Thévenot, *Relation d'un voyage fait au Levant*, Paris, Thomas Jolly, 1665 ; Nicolas Béranger, *La régence de Tunis à la fin du xvii^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 1993 ; Anonyme, *Histoire des dernières révolutions du royaume de Tunis et des mouvements du royaume d'Alger*, Paris, 1689 (réédition, Paris, L'Harmattan, 2003). Pour le xviii^e siècle, lire : Jean-André Peyssonnel, *Voyage dans les Régences de Tunis et d'Alger*, présentation et notes de Lucette Valensi, Paris, La Découverte, 1987 ; Thomas Shaw, *Travels, or observations relating to several parts of Barbary and the Levant*, 2 vol., Oxford, printed at the theatre, 1738-1746.

37. Mohamed-Hédi Chérif, *Pouvoir et société...*, op. cit., t. 2, p. 221-222. Christian Windler, « Diplomatie et interculturalité : les consuls français à Tunis, 1700-1840 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 50-4, octobre-décembre 2003, p. 63-91.

38. Les relations de voyages ont fait l'objet d'analyses critiques, notamment par Guy Turbet-Delof, *L'Afrique barbaresque dans la littérature française aux xvi^e et xvii^e siècles*, Genève, Droz, 1973 ; Denise Brahimi, *Voyageurs français de xviii^e siècle en Barbarie*, thèse de doctorat d'État, Université de Paris III, 1976.

39. Pierre Dan, *Histoire de Barbarie et de ses corsaires*, Paris, chez P. Rocolet, 1637.

40. Jean-André Peyssonnel, *Voyage...*, op. cit., p. 77, 88, 134.

41. Taoufik Bachrouh, *Formation sociale barbaresque et pouvoir à Tunis au xvii^e siècle*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis, 1977, p. 12.

ont un niveau de civilisation inférieur à celui de l'Occidental. Ce sont surtout les Andalous qui attirent son attention et son admiration. Il rend visite aux villages andalous situés au nord-est du pays, dans un rayon de 60 km autour de Tunis. Il souligne leur «européanité». Ils lui rappellent l'Espagne et la Province :

Les villes et les villages – précise-t-il – étaient bien rares dans ce royaume avant la venue des Andalous. La plupart des villes qu'on trouve aujourd'hui leur doivent leur fondation ou du moins leur rétablissement, parce qu'avant eux, les naturels ou maures bédouins aimaient mieux vivre sous des tentes à la campagne que dans des villes comme la plupart le pratiquent encore⁴².

Il trouve les Morisques très laborieux et raffinés : «en un mot, ils ont toutes les coutumes et le génie des Espagnols». Il les place au-dessus des Turcs et au-dessus des autochtones, les Arabes. Ces derniers seraient réfractaires à toute forme de civilisation, et surtout fainéants. De ses observations découlent des images stéréotypées que Taoufik Bachrouh résume comme suit : «le Turc qui combat, l'Andalous qui travaille et l'Arabe qui ne fait rien ou presque»⁴³.

Ainsi, les voyageurs européens ont perçu les Andalous comme les représentants de l'Europe moderne et «modernisante» et non comme des musulmans. Tout se passe comme si, au XVIII^e siècle, les différences religieuses ne comptaient plus ; les guerres de religion et l'inquisition qui ont sévi au XVII^e siècle sont désormais oubliées.

Leurs témoignages ont servi de source d'inspiration (parfois unique) aux écrits européens de la période coloniale et postcoloniale, mais pas seulement. On insiste sur le rôle primordial des Morisques dans la prospérité qu'a connue la Tunisie au cours des XVII^e et XVIII^e siècles. Ce discours historiographique sur les Andalous est relayé à l'époque postcoloniale par un courant local représenté principalement par la Fondation Témimi. Depuis les années 1980, un colloque sur l'apport des Morisques est organisé pratiquement tous les deux ou trois ans à Tunis⁴⁴, au point d'aboutir au bout du compte à une forme d'«andaloumanie».

Certes, les Andalous ont sans doute beaucoup contribué à la transformation de la vie économique et culturelle de la région du Nord-Est de la Tunisie. Cependant, la prospérité que les autres régions du pays ont connue à la même époque (comme le Sahel au centre-est et les oasis du Jérid au sud-ouest), ne doit en rien à l'apport des Andalous.

L'historiographie coloniale a beaucoup insisté aussi sur l'apport des autres Européens arrivés en Tunisie dans le cadre de la guerre de course. En effet, cette

42. Jean-André Peyssonnel, *Voyage...*, *op. cit.*, p. 123.

43. Taoufik Bachrouh, *Formation sociale...*, *op. cit.*, p. 13.

44. Fondateur du Comité international d'études morisques en 1983, Abdeljelil Témimi en assume jusqu'à aujourd'hui la direction ; à ce titre, il a organisé 15 congrès d'études morisques. À titre d'exemples, citons les actes de congrès suivants édités par le professeur Abdeljeli Témimi : *Religion, identité et sources documentaires sur les Morisques Andalous*, Tunis, Publications de l'Institut supérieur de documentation, 1984 ; *Métiers, vie religieuse et problématiques d'histoire morisque*, Zaghouan, Publications du Centre d'Études et de Recherches Ottomanes, Morisques, de Documentation et d'Information, 1990 ; *Famille Morisque, Femmes et Enfants*, Tunis, Fondation Témimi pour la Recherche Scientifique et l'Information, 1997.

dernière a attiré une foule d'Européens, parfois de gré (protestants hollandais ou anglais, par exemple) ou le plus souvent de force (pris par les corsaires), convertis plus ou moins sincèrement à l'islam : ces « Chrétiens d'Allah » furent souvent, à l'origine, de pauvres individus auxquels la course offre l'unique chance d'acquiescer, outre la liberté, la richesse et la puissance. Incontestablement, cette course a enrichi la Tunisie principalement jusqu'au milieu du ^{xvii}^e siècle et accessoirement pour la période suivante, jusqu'au ^{xviii}^e siècle. Les Européens, attirés par cette activité dans la régence de Tunis, ont sans aucun doute contribué à la dynamique du pays par leurs techniques et leurs savoir-faire. Cependant, faut-il aller jusqu'à soutenir comme Pierre Grandchamps (un archiviste de la Résidence de France en Tunisie) que « les musulmans ne seraient sans doute pas arrivés à rien faire sans les renégats »⁴⁵ ?

L'historiographie européenne n'attribue, en revanche, aucun mérite aux Turcs. D'une manière générale, elle dénigre toute la période précédant la colonisation. D'ailleurs, ces Turcs ne sont, en Tunisie, que des conquérants. Ils sont les héritiers et les continuateurs de la vénérable tradition ottomane des grands *ghazî*⁴⁶. Ils succèdent, sur ce territoire, à de précédents colonisateurs. En fait, pour cette historiographie, l'histoire de la Tunisie n'est qu'une suite de colonisations⁴⁷. Les meilleures colonisations seraient celles des Romains et des Français.

En somme, pour l'historiographie européenne, les vrais changements survenus en Tunisie au cours de la période étudiée proviennent d'éléments venus d'Europe, en l'occurrence les Andalous. Remarquons que cette historiographie n'a pas inventé pour cette période de vocables précis pour exprimer la forte influence de ces « étrangers » comme on l'a fait pour la même époque avec l'Amérique latine au sujet de laquelle l'historiographie européenne a mis au point des catégories temporelles eurocentriques du genre « civilisation colombienne » et « civilisation pré-colombienne » ; ou encore, pour rester dans le cas tunisien mais concernant une période plus récente (^{xix}^e - ^{xx}^e siècles) quand on a inventé des expressions comme « occidentalisation » ou « européanisation » ; c'est dans la même perspective qu'on a parlé également de la « ville européenne » à côté de la médina (ou « ville arabe »), et aussi d'« occidentalisation des goûts » ou de l'enseignement, et ainsi de suite.

L'historiographie tunisienne postcoloniale

L'historiographie tunisienne postcoloniale n'est pas homogène quant au sujet qui nous préoccupe. L'attitude vis-à-vis des Turcs est ambivalente. Il existe une

45. Pierre Grandchamps, *Documents relatifs aux corsaires tunisiens 2 octobre 1777 - 4 mars 1824*, Tunis, Impr. de J. Barlier, 1925, p. XIII.

46. André Raymond, « Les provinces arabes », dans Robert Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, p. 341 sq. ; Albert Hourani, *Histoire des peuples arabes*, Paris, Le Seuil, 1993, p. 287-290. Sur cette question, certains historiens tunisiens de la période postcoloniale ont relayé l'historiographie française. « Mais tout frères en religion et sauveurs du péril chrétien qu'ils ont été, – écrit Mohamed-Hédi Chérif – ces Ottomans ne furent pas moins des conquérants et le sont restés à divers degrés selon les lieux et les époques » (Mohamed-Hédi Chérif, « Apport des Turco-ottomans... », art. cit.).

47. Émile-Félix Gautier, *L'islamisation de l'Afrique du Nord. Les siècles obscurs du Maghreb*, Paris, Payot, 1927.

différence entre une historiographie telle que celle caractérisée par Mohamed-Hédi Chérif ou Toufik Bachrouh (bien qu'il existe des divergences entre ces deux historiens), cultivant l'image d'un pouvoir turc resté socialement et culturellement étranger à la société – pour ces historiens les Turcs ne sont *in fine* que des conquérants⁴⁸ – et celle, représentée par la *Revue d'histoire maghrébine*, dans laquelle le professeur Abdeljalil Témimi souligne les liens religieux désintéressés entre Turcs et autochtones⁴⁹.

On trouve chez l'historien Chérif l'usage d'un certain nombre d'expressions très significatives comme « déturquisation » ou « tunisification » du régime politique turc, et jamais d'expressions telles que « turquisation », « andalousisation » ou encore « européanisation »⁵⁰. L'ambivalence vis-à-vis des Turcs est plus accentuée dans les écrits de Chérif. En effet, tout en insistant sur la question de la « tunisification » du régime politique turc ou de sa « déturquisation », l'historien montre comment la Tunisie doit son entrée dans la modernité à l'apport des Turcs. Parlant du Maghreb en général, il le décrit comme étant « incapable de s'adapter par lui-même aux nouvelles conditions créées par le décollage de l'Europe occidentale ». Il ajoute : « les Turco-ottomans furent donc au Maghreb à la fois conquérants et porteurs d'une certaine modernité »⁵¹. Pour conforter sa thèse de l'incapacité des Maghrébins à se relever par eux-mêmes de la crise et à entrer dans la « modernité », Chérif insiste (en relayant ici l'historien Ahmed Abdesslem⁵²) sur la léthargie générale qui a régné au XVI^e siècle⁵³. Il note que dans le domaine religieux, les Turcs trouvent bien la ville de Tunis à leur arrivée au 1574 « vide de science »⁵⁴. Au total, pour Chérif, les Turcs sont les principaux acteurs de la dynamique connue par la Tunisie au cours des XVII^e et XVIII^e siècles.

La réponse à la question initiale posée par cette enquête historiographique n'est, certes, pas évidente. Tous les courants passés en revue s'accordent pour expliquer la dynamique qu'a connue la Tunisie au cours des XVII^e et XVIII^e siècles,

48. Mohamed-Hédi Chérif, « Apport des Turco-ottomans... », art. cit. ; Taoufik Bachrouh, *Formation sociale...*, op. cit.

49. Abdeljalil Témimi, « Al-Khalfiyya al-dīniyya li-l-çirâ' al-isbânî al-'uthmânî 'alâ al-iyâlât al-maghribiyya fi-l-qarn al-sâdis 'ashar », *Revue d'histoire maghrébine*, n° 29-30, 1983, p. 4-44.

50. Mohamed-Hédi Chérif, « La "déturquisation" du pouvoir en Tunisie : classes dirigeantes et société tunisienne de la fin du XVI^e siècle à 1881 », *Les Cahiers de Tunisie*, t. XXIX, n° 117-118, 3^e et 4^e trim. 1981, p. 177-197.

51. Mohamed-Hédi Chérif, « Apport des Turco-ottomans... », art. cit.

52. Ahmed Abdesslem, *Les historiens tunisiens...*, op. cit.

53. Ceci correspond parfaitement à un discours largement répandu par les acteurs du mouvement de la *Nahdha* (ou « renaissance ») au XIX^e siècle. Dans ce discours, le XVI^e siècle est pris comme point de repère pour dater la décadence du monde musulman : il aurait marqué la fermeture de la porte de l'exégèse (*Ijtihād*) et l'ouverture de la porte de l'imitation (*al-taqlīd*). Ainsi, l'expression « 'asr al-nahdha » (temps de la renaissance) du XIX^e siècle a engendré *a contrario* une autre catégorie temps, stigmatisante cette fois, celle de « 'asr al-inhitât » (temps du déclin). Les acteurs de la *nahdha* auraient ainsi inventé le « temps du déclin » pour valoriser leur époque à l'instar de ceux de la renaissance en Europe au XVI^e siècle qui ont inventé le « Moyen Âge ».

54. L'expression est rapportée par le chroniqueur Hasîn Khûja qui, à son tour, rapporte ce qu'aurait remarqué un savant turc débarqué à Tunis au début du XVII^e siècle : Hasîn Khûja, *D'ayl bashâr 'ahli l-'imân bi-futuhât 'âli 'Uthmân*, édité par at-'T'âhir al-Ma'mûrî, Tunis, Al-Dâr al-'Arabiyya li-l-kitâb, 1975, p. 167.

par l'intervention du génie des éléments «étrangers». En effet, s'il y eut prospérité et une quelconque forme de modernité, celles-ci seraient dues à l'apport soit des Turcs aux yeux de certains, soit des Andalous selon d'autres, ou encore des «renégats» pour d'autres. Que faut-il penser d'une telle approche des réalités tunisiennes? Les acteurs locaux sont-ils réellement si absents dans la dynamique sociopolitique qui les concerne?

Il en va par ailleurs de même quand on aborde l'historiographie qui s'est intéressée aux pays de l'Afrique du Nord au cours du xvi^e siècle. Cette historiographie se réduit presque exclusivement aux seuls aspects relatifs au conflit hispano-turc⁵⁵. Même quand on aborde des éléments relatifs aux réalités locales, c'est sous l'angle de ce conflit qu'ils sont lus et interprétés. C'est Fernand Braudel qui a donné le ton sur ce plan avec son article publié dans la *Revue africaine* en 1928⁵⁶. Toutes les études suivantes ont poursuivi dans la même direction, y compris celles réalisées par les historiens maghrébins⁵⁷. Parmi ces derniers, certains ont eu tendance à insister sur la dimension religieuse de ce conflit pour le transformer en un conflit islamo-chrétien⁵⁸. Toutes ces études s'accordent pour ignorer totalement les éléments autochtones dans le déroulement des péripéties de ces conflits, ou, tout au plus, pour ramener leur participation à de simples actions mineures dans le cadre de l'événement majeur. Les populations locales sont presque réduites à de simples spectatrices qui attendent de savoir à qui va revenir la victoire finale, aux Turcs ou aux Espagnols.

Au total, il n'y a pas d'acteurs dans cette dynamique qui ne soient pas venus d'ailleurs, et en l'occurrence d'Europe. En effet, on a attribué, d'une manière ou d'une autre, à tous ces «étrangers» une identité européenne: ceci vaut pour les Andalous en l'occurrence, mais également pour les Turcs. Effectivement, ces derniers peuvent être qualifiés à l'occasion d'Européens: Lucette Valensi n'hésite pas à associer la Sublime Porte à l'Europe⁵⁹.

Mais le problème se complique dès que l'on aborde la question de la modernité en dehors de l'Occident européen, notamment en Tunisie. Faut-il admettre une idée qui fait presque l'unanimité, consistant à dire que la modernité et toutes ses composantes sont une création spécifiquement européenne⁶⁰, et que le monde

55. Rares sont les études (pour la Tunisie du moins) où on a mis l'accent sur autre chose: voir par exemple Charles Monchicourt, *Études kairouanaises: Kairouan et les Chabbîa (1450-1592)*, Tunis, Impr. J. Aloccio, 1939.

56. Fernand Braudel, «Les Espagnols et l'Afrique du Nord de 1492 à 1577», *Revue africaine*, 1928, p. 184-233 et 351-428.

57. Abdallah Laroui, *L'histoire du Maghreb, un essai de synthèse*, Paris, Maspéro, 1970; Mohamed-Hédi Chérif, «L'histoire de l'Afrique du Nord jusqu'à l'indépendance du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie. Le Maghreb dans l'histoire», dans *Introduction à l'Afrique du Nord contemporaine*, Paris, CNRS, 1975, p. 17-47.

58. Abdeljalil Témimi, «*Al-Khalfiyya al-diniyya...*», art. cit., p. 4-44.

59. En effet, Lucette Valensi rappelle dans son ouvrage intitulé *Venise et la sublime Porte...*, qu'Istanbul est en Europe, en précisant ce qui suit: «Quelle place la Sublime Porte – qui est en Europe, ne l'oublions pas – occupe-t-elle dans l'imaginaire européen des xvi^e et xvii^e siècles?»: Lucette Valensi, *Venise et la Sublime Porte. La naissance du despote*, Paris, Hachette, 1987, p. 11.

60. Voir, entre autres, Jean Philippe Genet (dir.), *L'État moderne: genèse. Bilans et perspectives*, Paris, CNRS Éditions, 1990.

extra-européen, et en l'occurrence maghrébin, ne joue, par conséquent, aucun rôle dans le processus de construction de celle-ci⁶¹? La modernité serait soit « importée »⁶² à la manière expliquée par Bertrand Badie⁶³, ou « greffée » à la manière présentée par Jean-François Bayart⁶⁴; en tout cas, elle vient toujours d'Europe. Résultat: l'idée est toujours de prôner l'absence totale des éléments locaux dans toute forme de dynamique interne.

Avons-nous affaire à une société « froide » incapable de faire quoi que ce soit par elle-même et sans l'intervention des étrangers? Effectivement, l'image que l'on a des sociétés maghrébines, dans le tableau ainsi brossé, est celle de sociétés inertes, sans aucune initiative, froides... Nous retrouvons ici l'approche et la manière de voir les sociétés maghrébines prônée par les tenants de la théorie segmentaire⁶⁵ qu'Ernest Gellner a expérimentée pour le Maroc⁶⁶ et Lucette Valensi pour la Tunisie⁶⁷. Cette dernière cultive dans ses écrits sur le Maghreb en général et sur la Tunisie en particulier, l'idée de « l'archaïsme »⁶⁸.

D'où l'intérêt d'une démarche qui repense le rôle des « étrangers », mais qui prendrait en compte également celui des éléments indigènes dans cette dynamique: en somme, une lecture endogène qui soulignerait aussi le rôle des acteurs locaux dans leur diversité (à la fois culturelle et politique) et dans leurs stratégies différentes.

À l'origine de la présence des étrangers en Tunisie, il y a sans doute la crise du xvi^e siècle qui a mis en présence plusieurs forces sociopolitiques à la fois locales et étrangères. Il serait utile de voir comment s'est opérée la rencontre entre ces forces et quels sont leurs enjeux respectifs, à la fois politiques et stratégiques. Pour ce faire, commençons par resituer l'échiquier sociopolitique de la Tunisie au xvi^e siècle et essayons de voir au juste qui a fait quoi durant la crise d'abord, puis au sortir de cette crise ensuite.

61. Jacques Berque nie totalement l'existence d'une quelconque modernité au Maghreb de l'époque, dans *L'intérieur du Maghreb (xv^e-xix^e siècle)*, Paris, Gallimard, 1978.

62. L'idée d'importation a fait des adeptes auprès des historiens maghrébins: Mohamed-Hédi Chérif dans sa thèse (*Pouvoir et société...*, *op. cit.*) et Abdallah Laroui dans son livre en arabe sur la notion d'État dans le monde arabe: *La notion d'État* (en arabe: *Mafhûm al-dawla*), Casablanca, éd. Al-Markaz al-thaqâfi al-'arabi, 1981.

63. Bertrand Badie, *Les deux États, pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam*, Paris, Fayard, 1986; du même auteur: *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

64. Jean-François Bayart (dir.), *La greffe de l'État*, Paris, Karthala, 1996.

65. Sur le modèle segmentaire au Maghreb, voir Jocelyne Dakhli, *Le Divan des rois. Le politique et le religieux*, Paris, Aubier, 1998, p. 292-307.

66. Ernest Gellner, *Les Saints de l'Atlas*, Traduction de Paul Catalen, présentation de Gianni Albergoni, Paris, Bouchene, 2003.

67. Lucette Valensi, *Fellahs tunisiens: l'économie rurale et la vie des campagnes aux xviii^e et xix^e siècles*, Paris-La Haye, Mouton, 1977.

68. Lucette Valensi, « Archaïsme de la société maghrébine », *La Pensée*, décembre 1968, p. 57-93; *id.*, *Le Maghreb avant la prise d'Alger (1790-1830)*, Paris, Flammarion, 1969; *id.*, *Fellahs tunisiens...*, *op. cit.*

«Étrangers» et autochtones : qui fait quoi ?

Le xvi^e siècle est un siècle de fer ; mais il est plus dur pour les sociétés citadines que pour les tribus guerrières⁶⁹. Les changements survenus vers la fin du xv^e siècle et au début du xvi^e se traduisent, à l'échelle globale, par le déplacement du centre de gravité de la circulation internationale du commerce de la Méditerranée à l'Atlantique, et, à l'échelle locale, par l'affaiblissement progressif du pouvoir étatique hafside. Tels sont les deux phénomènes majeurs qui ont fait que la Tunisie aborde les temps modernes dans un contexte de violence et d'instabilité politique.

À partir du xvi^e siècle, le sultanat hafside qui englobe l'Ifriqiya (en gros l'actuelle Tunisie) commence à se désagréger à la suite de l'effondrement de l'économie monétaire. Privées de leurs revenus commerciaux et surtout isolées de leurs espaces fonciers environnants, les villes hafsides s'effondrent comme des « châteaux de carte » selon l'expression de Fernand Braudel⁷⁰. Livrées à elles-mêmes – la protection du pouvoir central étant défaillante –, les sociétés citadines et sédentaires subissent de plus en plus la pression des tribus guerrières⁷¹. Autrefois occupées dans le commerce caravanier transsaharien, ces tribus, touchées elles aussi par les changements des circulations commerciales internationales, se rétractent vers le nord, mettent la main sur les terres fertiles et accroissent leur pression fiscale sur les sociétés citadines et les communautés sédentaires. Affaibli par la crise, le pouvoir hafside devient de plus en plus dépendant de ces tribus.

De l'autre côté de la Méditerranée, en Europe occidentale et dans l'Empire ottoman, on assiste à l'émergence de constructions politiques centralisées, soutenues par des organisations militaires et administratives sophistiquées. Les Espagnols et les Portugais monopolisent (ou presque) l'activité du commerce international et le numéraire qui en découle. À la suite à la marginalisation de la Méditerranée par rapport aux circulations internationales du commerce, on assiste au développement de la course (activité économique) légitimée comme « *jihad* » pour les musulmans, et « guerre sainte » pour les Chevaliers de Malte.

Le sultanat hafside n'arrive pas à s'adapter à la nouvelle situation marquée par la montée de l'Empire ottoman et de l'Europe occidentale. Les forces sociopolitiques locales/indigènes sont donc obligées de s'adapter à leur époque si elles ne veulent pas disparaître politiquement et culturellement. Elles tentent de combler ce vide politique et militaire chacune à sa manière. Comment ont-elles vécu ces grands changements ? Comment ont-elles fait pour s'adapter aux nouvelles réalités locales et internationales ? Quels rôles ont-elles assurés dans le processus de changement ? Le duel hispano-turc, qui a duré une quarantaine d'années, s'achève vers le dernier quart du xvi^e siècle, en 1574, par la victoire des Ottomans sur les Espagnols à Tunis. Quels en sont les principaux bénéficiaires ?

69. Mohamed-Hédi Chérif, « Hommes de religion et pouvoir dans la Tunisie de l'époque moderne », *Annales, ESC*, n° 3-4, mai-août 1980, p. 582.

70. Fernand Braudel, « Monnaies et civilisations : de l'or du Soudan à l'argent d'Amérique. Un drame méditerranéen », *Annales d'Histoire Économique et Sociale*, t. I, n° 11, 1946, p. 9-22.

71. Hasan al-Wazzân al-Fâsî, alias Léon l'Africain, *Waqf Ifriqiya*, Trad. par Md. Hajjî et Md. al-Akhdhar, t. 2, Rabat, 1982, p. 65-96.

Effervescence et bouillonnement politique et culturel au xvi^e siècle

Une question capitale surgit dans le chaos survenu au xvi^e siècle : comment reconstruire la centralisation politique ? Celle-ci est devenue dans la Tunisie du xvi^e siècle l'objectif majeur que partagent toutes les forces sociopolitiques locales. Pourquoi feraient-elles exception ? En effet, la centralisation politique est devenue, au cours du xvi^e siècle, une valeur politique première dans tout le pourtour méditerranéen. En témoignent des écrits théoriques tels que *Le Prince* de Machiavel, mais aussi la pratique de l'exercice du pouvoir qui est fortement marquée à l'époque par l'émergence des grandes constructions politiques (ottomane, espagnole, française...). Il ne faut surtout pas penser que les populations méditerranéennes au xvi^e siècle (en Ifriqiya ou ailleurs) ne sont pas au fait de tout ce qui se passe autour d'elles, notamment au niveau des idées et des formes de pouvoir⁷² ; s'observe à l'époque une forte circulation des hommes, des idées et des techniques : la *lingua franca* ne s'est-elle pas développée justement au cours de ce siècle et dans l'espace méditerranéen plus précisément⁷³ ?

Ainsi on comprend pourquoi le xvi^e siècle est à lire, pour les forces sociopolitiques locales, comme un moment d'effervescence, de bouillonnement culturel, de contacts conflictuels, de transferts et de passage d'hommes, de techniques et d'idées de tous genres⁷⁴. On assiste à un véritable débat politique exprimé par l'émergence presque simultanément d'une multitude de *zaouïas*⁷⁵. Il ne faut pas s'étonner donc quand on dit que toutes les forces sociopolitiques locales s'accordent pour considérer la centralisation politique comme l'objectif premier. Cependant, chacune de ces forces cherche à reconstruire cette centralisation à sa manière et à son profit exclusif : d'où les conflits internes et la divergence des stratégies adoptées par les partis en présence ; d'où aussi le recours à l'aide des forces extérieures, à la fois turque et espagnole. Voyons comment l'échiquier des forces sociopolitiques se présente.

72. Sur l'ouverture de l'Ifriqiya sur la Méditerranée au xvi^e siècle, lire Sadok Boubaker, « La perception de la Méditerranée en Tunisie », <http://periples.mmsh.univ-aix.fr/med-representations/textes/sadok/index.htm> [consulté mars 2012].

73. Jocelyne Dakhlija écrit à ce propos : « En Méditerranée, les hommes circulent, il faut prendre garde de l'oublier, du nord au sud mais aussi d'est en ouest. Notre conception des rapports Nord-Sud aujourd'hui nous conduit à oublier cet ancien rapport transversal à l'islam. Le cloisonnement nominal de la Barbarie et du Levant ne résiste pas, en bien des cas, à l'examen des circulations commerciales ou des carrières marchandes, diplomatiques, ou même militaires, pour le cas des Ottomans. Cela n'efface aucunement les disparités régionales, mais invite à ne pas les systématiser, ni à les formaliser à outrance » : Jocelyne Dakhlija, *Lingua Franca. Histoire d'une langue métisse en Méditerranée*, Paris, Actes Sud, 2008, p. 83.

74. Il est impossible de croire, par voie de conséquence, à une fermeture de la porte de l'exégèse (*Ijtihad*). Lire à ce propos notre article : « Les catégories temporelles de l'historiographie tunisienne à l'époque moderne », dans Fatma Ben Slimane et Hichem Abdessamad (dir.), *La périodisation dans l'écriture de l'histoire du Maghreb*, Tunis, Publications de DIRASET et Éditions Arabesques, 2010, p. 64-84, voir p. 76-80.

75. La *zaouïa* est un établissement religieux lié le plus souvent à un marabout. L'essentiel des *zaouïas* que l'on peut recenser de nos jours sur le territoire tunisien, est apparu justement au cours du xvi^e siècle. Le phénomène est rare avant la crise qu'a connue ce siècle.

L'échiquier des forces sociopolitiques

Les positions stratégiques des Espagnols et des Turcs ottomans vis-à-vis de l'Afrique du Nord sont divergentes. Pour développer leur commerce, les Espagnols s'efforcent d'arrêter l'activité des corsaires ottomans surtout dans le bassin occidental de la Méditerranée. Pour ce faire, ils essaient de s'installer sur des points stratégiques des côtes maghrébines. Cependant, ils ne cherchent nullement à occuper des territoires. L'appel au secours des Hafsides, chassés de leur capitale Tunis en 1534 par Kheireddine Barberousse, offre à l'empereur Charles Quint une belle occasion pour chasser ce dernier de l'Ifriqiya hafside, imposer au sultan son protectorat, maîtriser le détroit de Sicile en occupant la Goulette, et contrôler ainsi les mouvements des corsaires turcs.

Les Turcs intéressés par l'Afrique du Nord sont d'abord des corsaires travaillant pour leur propre compte. Le bassin occidental de la Méditerranée est stratégiquement très important pour leur activité. Il est régulièrement sillonné par les bateaux espagnols chargés du numéraire drainé depuis l'Amérique latine. Le pouvoir hafside ainsi que les tribus guerrières redoutent la présence turque sur le territoire ifriqien.

Le conflit hispano-ottoman dans la région est fortement instrumentalisé par les forces sociopolitiques locales. Ces dernières cherchent à reconstruire la centralité politique, mais chacune à son profit exclusif, avions-nous noté. Pour ce faire, l'aristocratie hafside⁷⁶ et les tribus guerrières font appel aux Espagnols, alors que les sociétés citadines s'adressent aux Turcs.

Contrairement aux sociétés citadines, les tribus guerrières voient leur pouvoir s'accroître en Ifriqiya à la suite des grands changements survenus au xvi^e siècle. En se rétractant vers le nord, elles mettent la main sur les terres et imposent leur loi sur les communautés rurales sédentaires et les sociétés citadines. Après une période d'alliance avec les Hafsides et les Espagnols pour lutter contre la présence turque, les tribus finissent par agir de manière autonome, se liguent avec la zaouïa des Shâbiyya pour fonder, à Kairouan, au cours des années 1530, un État de type tribal occupant en gros la partie centrale et intérieure de la Tunisie actuelle. Pour les sociétés citadines, l'État shâbiyya constitue un danger potentiel. Depuis la nuit des temps, le pouvoir dans cette partie de l'Afrique du Nord a constamment pour assise les sociétés citadines. On comprend alors l'enjeu pour celles-ci. L'État des Shabiyya à Kairouan ressemble beaucoup, socialement et politiquement, à l'État tribal des Saadiens au Maroc, fondé, lui aussi, vers la même époque. Les deux États se trouvent menacés dans leur existence par deux forces extérieures (les Ibériques et les Turcs) d'une part, et par les citadins d'autre part. Finalement, l'État saadien est arrivé à s'imposer dans l'espace marocain au profit des tribus contre les Espagnols et les Portugais d'une part et contre les Turcs et leurs alliés citadins (ceux de Fès principalement) d'autre part.

En revanche, les tribus guerrières en Tunisie, sous la bannière des Shâbiyya, ne résistent pas longtemps. Leur État à Kairouan s'effondre après la première

76. Il s'agit de tous ceux qui se sont liés d'une manière ou d'une autre au pouvoir dynastique hafside (début xiii^e - fin xvi^e siècle).

attaque en 1557 menée par les Turcs (Darghûth Pacha à la tête de 3 000 janissaires) fortement soutenus par les citadins kairouanais dirigés par une zaouïa rivale, celle des Gharyaniyya. La question est de savoir pourquoi les Saadiens réussissent au Maroc et non les Shâbiyya en Tunisie? Qu'est-ce qui fait que la solution turque s'impose en Tunisie et non au Maroc? Ou, en d'autres termes, pourquoi l'État (à vocation tribale) des Shâbiyya échoue en Tunisie alors que celui des Saadiens au Maroc réussit à imposer une centralité politique salvatrice?

En Tunisie, ce sont les sociétés citadines qui ont fait échouer les Shâbiyya en soutenant fortement les Turcs. Comparées aux sociétés citadines au Maroc, celles de Tunisie pèsent plus lourdement socialement, culturellement et politiquement. On peut rappeler ici la différence des taux de citadinité dans les deux pays: en Tunisie, il est de l'ordre de 20 % à peu près⁷⁷; au Maroc, il n'est que de 10 % tout au plus, selon les estimations rapportées par Lucette Valensi et André Nouschi⁷⁸. En effet, les sociétés citadines en Tunisie ont opté pour la solution ottomane qui leur procure les éléments de puissance dont elles ont besoin pour affronter les défis qui se présentent à elles, à savoir: les Espagnols qui occupent les côtes et paralysent toute tentative de commerce en Méditerranée, d'une part, et les tribus guerrières qui se sont emparées des terres fertiles empêchant ainsi les sociétés citadines de faire fructifier les espaces fonciers environnants, d'autre part.

Derrière la centralité politique que les sociétés citadines cherchent à imposer, il y a donc des attentes: premièrement, mettre la main sur les espaces fonciers environnants après avoir maîtrisé les tribus, ce qui signifierait concrètement une maîtrise du territoire (ou une territorialisation de l'espace) au profit exclusif des sociétés citadines; deuxièmement, chasser les Espagnols des côtes, car ces derniers asphyxient le commerce maritime des villes côtières, or ce commerce est vital pour leur économie monétaire. Pour les sociétés citadines, seuls les Turcs sont en mesure de les aider à réaliser leurs objectifs. Ils possèdent des techniques de pouvoir très développées (une forte expérience de centralisation du pouvoir avec des traditions administratives paperassières). Militairement, ils sont puissants grâce à l'usage de l'arme à feu. Par conséquent, ils pourront évincer les Espagnols et mater les tribus guerrières. Les sociétés citadines (côtières surtout) ont pu expérimenter ce que signifie une présence turque. En effet, quand ils débarquent dans ces villes, les corsaires créent une réelle dynamique dans l'économie locale grâce aux butins qu'ils rapportent. Léon l'Africain rapporte que les citadins de Constantine recrutent au début du XVII^e siècle des mercenaires turcs (munis d'armes à feu redoutables) pour défendre leurs caravanes de commerce. On comprend alors pourquoi les sociétés citadines font appel à ces Turcs. Elles sont des « sociétés d'appel » selon l'heureuse expression de Jocelyne Dakhli⁷⁹. Effectivement, elles ont ouvert les

77. C'est à peu près la norme aussi en Europe vers 1700, d'après Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècles*, Paris, A. Colin, 1979, t. 1, p. 425.

78. Lucette Valensi, *Le Maghreb avant la prise d'Alger...*, op. cit., p. 50-51; André Nouschi, « Les villes dans le Maghreb précolonial », dans Amel Rassam et Abdelkader Zghal (dir.), *Système urbain et développement au Maghreb*, Tunis, Cérès Productions, 1980, p. 37-53.

79. L'expression est utilisée par Jocelyne Dakhli pour qualifier les populations de la rive sud de la Méditerranée qui adoptent la *lingua franca* pour communiquer avec les *Francs* venus de la

portes de leurs villes aux Turcs. C'est le cas de Tunis en 1534 pour chasser les Hafsides. C'est aussi le cas de toutes les villes du sud et du centre de l'Ifrîqiya pour permettre à Darghûth Pacha et ses janissaires de chasser les Shâbiyya et les Espagnols à partir des débuts des années 1550. Les Oulémas tunisois, quant à eux, développent des discours divers et des mytho-histoires multiples pour légitimer leur présence dans les villes⁸⁰.

S'il y a une conclusion à tirer de cette enquête menée sur l'échiquier socio-politique de la Tunisie au xvi^e siècle, c'est bien la suivante : la dynamique historique au xvi^e siècle n'est pas commandée exclusivement par les Espagnols et les Turcs. Ces derniers n'y participent que parce qu'ils répondent à des appels/attentes (et donc à des stratégies) locales opposées. Les indigènes sont ainsi les vrais maîtres d'œuvre des principaux événements qui se trament sur leur territoire au cours du xvi^e siècle. En 1574, les Turcs ont chassé les Espagnols, mais les vrais bénéficiaires de l'événement sont d'abord les sociétés citadines. Victorieuses, elles vont marquer le système politique mis en place par les Turcs⁸¹. Mais le résultat le plus important du dénouement de la crise du xvi^e siècle réside dans le renversement de l'équilibre des forces dans le pays au profit des sociétés citadines et aux dépens des communautés tribales.

Les sociétés citadines et leurs «étrangers»

Comment les sociétés citadines ont-elles pu renverser le rapport de forces en leur faveur ? D'abord par leur ouverture sur la Méditerranée, d'où elles tirent tous les éléments de puissance dont elles ont besoin : le numéraire nécessaire à leur économie monétaire, les techniques militaires (armées régulières rompues aux techniques nouvelles comme l'arme à feu) et administratives. Ces moyens leur permettent l'entretien d'un pouvoir étatique suffisamment centralisé et surtout à même d'imposer l'ordre citadin sur les campagnes environnantes et sur les tribus réfractaires à toute autorité supérieure. Avec de tels moyens les sociétés citadines disposent d'une certaine marge de manœuvre.

À défaut de pouvoir se procurer tous ces éléments de puissance sur place, les sociétés citadines ont eu recours à l'extérieur et encouragé l'installation des éléments étrangers : Turcs, Morisques, juifs livournais et chrétiens d'Europe venus dans le cadre de la course ou aventuriers⁸². En somme, les hommes capables de coordonner tous ces éléments afin d'en tirer le meilleurs profit.

On réserve un accueil favorable à ces minorités musulmanes et non musulmanes. Porteuses de techniques et de savoir-faire, ces dernières sont susceptibles d'aider les sociétés citadines à engager le processus de changement sociopolitique

rive nord : Jocelyne Dakhli, *Lingua Franca...*, *op. cit.*

80. Abdelhamid Hénia, « Historiographie moderne en Tunisie et mémoire de l'État (xvii^e-xix^e siècles) », dans Abdelhamid Hénia, Abderrahmane Elmoudden et Abderrahim Benhadda (dir.), *Écritures de l'histoire du Maghreb : identité, mémoire et historiographie*, Rabat, Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines (Série colloques et séminaires, n° 138), 2007, p. 59-80.

81. Mohamed-Hédi Chérif, « La "déturquisation" du pouvoir en Tunisie... », art. cit., p. 177-197.

82. Bartolomé et Lucile Bennassar, *Les Chrétiens d'Allah...*, *op. cit.*

souhaité. C'est dans ce sens que nous considérons les sociétés citadines en Tunisie comme des « sociétés d'appel ».

Outre les Turcs attirés en nombre important depuis le xvi^e siècle, l'appel des sociétés citadines a concerné aussi les juifs livournais. Ces derniers rejoignent leurs coreligionnaires installés depuis des temps immémoriaux dans le pays, et établissent des rapports suivis avec le port de Livourne et, au-delà, avec le reste de l'Europe et même avec le Levant⁸³. Il ressort des actes du consulat de France à Tunis qu'ils ont la haute main sur le commerce de Tunis avec Livourne⁸⁴. Ils se spécialisent principalement dans le rachat des esclaves chrétiens captifs de la course⁸⁵. Attirés en grand nombre surtout au cours de la première moitié du xvii^e siècle, ces Livournais ont fondé à Tunis un quartier (appelé Grâna) jouxtant la Hâra des « juifs de Tunis » (*Yahûd tuwânsa*). Ils sont connus pour leur compétence en matière de techniques financières, pour leur capacité à approvisionner en numéraire la régence de Tunis et surtout pour leur rôle d'intermédiaires entre les deux rives de la Méditerranée. Ils ne tardent pas à créer à Tunis des agences de leurs maisons de commerce⁸⁶. Aussi, la société tunisoise observe-t-elle une grande tolérance vis-à-vis de ces juifs à qui on accorde le statut de *dhimmis* (littéralement protégés)⁸⁷.

On trouve aussi les Andalous. Nos informations sur les conditions de leur installation en Tunisie sont plus amples. Expulsés d'Espagne par Philippe III en 1609, ils sont attirés dans le pays grâce aux efforts conjugués du dey de Tunis, 'Uthmân (1598-1610), et de son grand santou vivant, Sîdî Bilghîth al-Qashshâsh⁸⁸. Sur un ensemble de quelque quatre-vingt mille personnes expulsées d'Espagne, estime-t-on, plus de la moitié est très bien accueillie à Tunis⁸⁹, pour des raisons démographiques sans doute, mais surtout pour tout ce qu'ils représentent sur le plan des savoirs techniques, et des richesses en numéraire⁹⁰.

83. Jean-Pierre Filippini, « Livourne et l'Afrique du Nord au xviii^e siècle », *Revue d'histoire maghrébine*, 1977, p. 125-149; Ridha Ben Rajab, *Al-Nukhab al-yahûdiyya...*, *op. cit.*

84. Paul Sebag, *Tunis au xvii^e siècle...*, *op. cit.*, p. 54.

85. *Ibid.*, p. 55.

86. *Ibid.*, p. 54.

87. Abdelhamid Hénia, « L'individu entre la logique étatique et la logique communautaire : cas de la Tunisie à l'époque moderne (xvii^e - xix^e siècles) », dans Mohamed Hédi Chérif et Abdelhamid Hénia (dir.), *Individu et pouvoir dans les pays islamo-méditerranéens*, Paris, Publications de la Fondation Européenne des Sciences, Maisonneuve et Larose, 2008, p. 67-83; du même, « Dynamique du statut de l'individu en Tunisie (xviii^e - xx^e siècle) », dans Abdelhamid Hénia (dir.), *Itinéraire d'un historien et d'une historiographie. Mélanges de DIRASET offerts au professeur émérite Mohamed-Hédi Chérif*, Tunis, Publications du CPU et de DIRASET, 2008, p. 157-176.

88. Ibn Abî Dînâr, *Al-Mu'nis...*, *op. cit.*, p. 204; Al-Muntaçir Ibn al-Murâbit Bin Abî Lihyâ Al-Gafî, *Nûr al-'Armâsh fî manâqib al-Qashshâsh*, étude et établissement du texte par Hussein Boujarra et Lotfi Aïssa, Tunis, Librairie al-Atika, 1998, p. 138-140; John Derek Latham, « Contribution à l'étude des immigrations andalouses et leur place dans l'histoire de la Tunisie », dans Mikel de Epalza et Ramon Petit (dir.), *Recueil d'études sur les Moriscos andalous en Tunisie*, Madrid, Instituto hispano-árabe de cultura / Tunis, Centre d'études hispano-andalouses, 1973, p. 21-63.

89. Hassan Hussni Abdulwahab, « Coup d'œil général sur les apports ethniques étrangers en Tunisie », *Revue tunisienne*, 1917, p. 371-372.

90. Denise Brahimi, « Quelques jugements sur les Maures Andalous dans les Régences turques du xvii^e siècle », dans Mikel de Epalza et Ramon Petit (dir.), *Recueil d'études...*, *op. cit.*, p. 137-142;

Ces Andalous ont constitué des communautés actives et joué un rôle important dans l'extension de l'agriculture sédentaire des régions où ils s'installent, mais aussi dans les villes où leur compétence et leur dynamisme vivifient certaines activités, notamment celles du tissage de la soie et de la fabrication de carreaux de faïence⁹¹. À Tunis, ils donnent à l'artisanat des chéchias une impulsion telle que cette fabrication devient, pendant deux siècles, la principale activité « industrielle » de la Tunisie⁹².

Installés au Nord-Est de la Tunisie, dans un rayon de 60 km autour de la ville de Tunis, dans la région correspondant à la basse et moyenne vallée de la Medjerda, ces Andalous vont constituer pour les dirigeants turcs et les citoyens en général, le pont par lequel ils font leur entrée dans la partie la plus fertile du pays pour conquérir les campagnes riches et territorialiser le monde des tribus jusque-là réfractaire à toute soumission à un pouvoir central.

Ceci dit, faut-il attribuer la prospérité du pays au seul apport des Andalous ? L'historiographie européenne a tendance à exagérer leur contribution à la prospérité qu'a connue la Tunisie au cours du xvii^e siècle. En fait, plusieurs autres facteurs ont contribué à cette prospérité, qui a d'ailleurs également concerné d'autres régions du pays n'ayant pas connu la présence d'Andalous. L'exagération de l'apport des Andalous apparaît donc comme largement héritée des impressions laissées par les voyageurs européens du xviii^e siècle⁹³.

L'appel des sociétés citadines a concerné également les « renégats », aventuriers et commerçants européens. Ces derniers sont porteurs de bien des nouveautés humaines, économiques et techniques. Pour renforcer l'activité de course, on a attiré toutes les compétences chrétiennes possibles, dont des aventuriers hollandais et anglais. Ainsi, l'activité de course a permis l'introduction de nouvelles techniques de combat et de navigation⁹⁴. Elle a conféré également aux villes côtières un cachet cosmopolite par les éléments qui s'y côtoient, la *lingua franca* qui s'y pratique et les produits qui y circulent⁹⁵. Les chrétiens convertis à l'islam, appelés « renégats » par les Européens, '*ulûj* (pluriel de '*ilj*) par les chroniqueurs tunisiens, mais également dans le langage populaire de l'époque, sont aussi désignés par de nombreux auteurs par l'expression « Turcs de profession ». Il est vrai que ces derniers tendent à s'identifier aux Turcs : ils vivent comme eux, prennent des prénoms turcs et adoptent le rite hanéfite, celui des Turcs. Ils sont bien intégrés et ne sont jamais stigmatisés localement, comme l'atteste le cas de l'anglais Ward,

Sadok Boubaker, *La Régence de Tunis au xvii^e siècle : ses relations commerciales avec les ports de l'Europe méditerranéenne, Marseille et Livourne*, Zaghouan, Fondation Témimi, 1987, p. 172-174.

91. John Derek Latham, « Towards a study of Andalusian immigration, in Tunisian history », *Les Cahiers de Tunisie*, t. XIX-XX, 1957, p. 203-252.

92. Lucette Valensi, « Islam et capitalisme : production et commerce des chéchias en Tunisie et en France aux xviii^e et xix^e siècles », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, t. XVII, 1969, p. 376-400.

93. Jean André Peyssonnel, *Voyage dans les régences de Tunis et d'Alger*, Paris, La Découverte, 1987, p. 123.

94. Mohamed-Hédi Chérif, « Apport des Turco-ottomans au Maghreb... », art. cit.

95. Tunis est décrite comme le Shanghai de la Méditerranée au xviii^e siècle : Lucette Valensi, *Le Maghreb avant la prise d'Alger...*, op. cit., p. 97.

appelé Qâbûdân Wardiyya par les chroniques de l'époque, qui finit par prendre le nom de Yussuf Raïs⁹⁶. Quel pourrait être leur nombre à l'époque? Les estimations les plus réalistes parlent de quelques centaines tout au plus⁹⁷. Si on encourage les conversions des captifs de la course – dont certains deviennent des maîtres ou mamelouks tout puissants –, on ne les oblige pas à se convertir. La preuve: on trouve des chapelles dans les bagnes, et des églises sont aussi construites à Tunis. Contrairement à ce que cherche à démontrer Robert Charles Davis, il y a une grande tolérance vis-à-vis des chrétiens⁹⁸. Les Turcs et les assimilés (c'est-à-dire les chrétiens d'Europe convertis de gré ou de force) ont fini au bout d'un certain temps par se fondre dans les milieux citadins, avec de fortes alliances avec les notabilités locales.

On réserve également un bon accueil aux commerçants français, anglais, hollandais et toscans. On leur accorde des conditions favorables au séjour et au commerce⁹⁹. En fait, ils profitent des conditions offertes par les traités de paix et de commerce signés par la Sublime Porte avec leurs pays respectifs à la fin du xvi^e siècle et au début du xvii^e siècle, réitérés par la suite, à plusieurs reprises, par les autorités de la Régence. Ces marchands ne sont pas nombreux: on compte en tout et pour tout 10 à 20 Français peuplant un fondouk à Tunis au xvii^e siècle; les Anglais et les Hollandais sont encore moins nombreux¹⁰⁰.

Conclusion

On comprend alors pourquoi les sociétés citadines, principales bénéficiaires de la présence des personnes venues de l'extérieur, ont très vite intégré tous ces éléments exogènes. En effet, Turcs, captifs convertis, mamelouks, Andalous et juifs de Livourne, finissent par s'intégrer parfaitement dans les milieux citadins et renforcent la catégorie des notabilités citadines (ou *baladî*)¹⁰¹. Cette catégorie est apparue justement au cours du xvii^e siècle, ce qui est loin d'être le produit d'un pur hasard. Aucun de ces éléments venus d'ailleurs n'est qualifié en tout cas de *barrânî* (c'est-à-dire «étranger»). C'est pour cela justement que le mot «étranger» appliqué à tous les éléments attirés par les sociétés citadines est impropre pour l'époque. C'est une construction opérée par les chercheurs.

Ce qui attire l'attention, ici, est le fait que progressivement l'émergence et l'affirmation des sociétés citadines (tunisienne en particulier) aboutissent à une valorisation de leur autochtonie. Qu'est-ce qui fait qu'avant le xvi^e siècle le fait d'être venu d'ailleurs est source de prestige et de prééminence sociale? L'autochtonie est stigmatisée jusqu'à cette date. Les Arabes conquérants tout comme plus tard

96. Ibn Abî Dînâr, *Al-Mu'nis...*, *op. cit.*, p. 203.

97. Paul Sebag, *Tunis au xvii^e siècle...*, *op. cit.*, p. 50.

98. Robert Charles Davis, *Esclaves chrétiens, maîtres musulmans. L'esclavage blanc en Méditerranée (1500-1800)*, traduit par Manuel Tricoteaux, Paris, Jacqueline Chambon, 2006.

99. Sadok Boubaker, *La Régence de Tunis...*, *op. cit.*, p. 41-42, 140-166, 180-195; Mohamed-Hédi Chérif, «Apport des Turco-ottomans au Maghreb...», *art. cit.*

100. Paul Sebag, *Tunis au xvii^e siècle...*, *op. cit.*, p. 57.

101. Littéralement, originaire de la ville, ou fils de la ville.

les Almohades et les Hafsides, venus en dominants du Maroc, se revendiquent d'ailleurs de cette origine étrangère et y trouvent leurs titres de gloire. À partir du ^{xvii}^e siècle, l'autochtonie dans les villes devient valorisée plus que jamais. Un tel changement ne peut s'expliquer que par le fait que les sociétés citadines se sont hissées au sommet de la hiérarchie sociale. L'ordre citadin devient dominant. Ainsi être natif du milieu citadin devient une source de gloire¹⁰².

Désormais, les Tunisois se démarquent des Hafsides en stigmatisant le modèle qui les représente. Ils taxent de « hafside » au ^{xvii}^e siècle ce qui leur paraît archaïque, relevant d'un autre temps¹⁰³. Est-ce à dire que les Tunisois vont dorénavant glorifier les Turcs ou tout ce qui est turc? Loin de là. Les moqueries proférées par les Tunisois à l'encontre des Turcs sont très fréquentes dans la littérature de l'époque. Ces Turcs restent pour eux des éléments dominants certes, mais frustes, rudes, grossiers, sauvages, dénués de finesse, ne sachant que manier le sabre. L'image de « Baba Osman » et de « tête de Turc » est présente dans l'imaginaire populaire¹⁰⁴.

Sociétés d'appel des compétences étrangères par pragmatisme et sans aucun sentiment d'infériorité, les sociétés citadines en Tunisie ont surtout fondé un ordre citadin et construit une certaine modernité. Grâce à leur forte présence en Tunisie, ces sociétés citadines ont su être les vrais vecteurs de la modernité connue par le pays au cours de l'époque étudiée.

Si les Turcs, les chrétiens captifs (convertis ou non), les juifs livournais et les Andalous sont des passeurs des éléments de la modernité, les citadins, en revanche, sont les véritables commandeurs de cette modernité connue par la Tunisie à l'époque¹⁰⁵. Évidemment, c'est une modernité qui n'a rien à voir avec celles connues ailleurs. En tout cas, elle n'est ni « importée » (comme cherche à le prouver Bertrand Badie)¹⁰⁶, ni « greffée » (comme cherche à le démontrer Jean-François Bayart)¹⁰⁷. Elle est engendrée de l'intérieur en étroite relation avec les données offertes par le monde extérieur, car elle ne se développe pas en vase clos. Elle est le produit d'un processus historique conflictuel, involontaire, largement inconscient et conduit dans le désordre des affrontements et des compromis.

102. Ce retour à l'autochtonie est un peu une forme de construction de la cité pour répliquer à l'analyse de Jocelyne Dakhlija quand elle parle de l'oubli de la cité au Jérid. Dans cette région, la règle – démontre Jocelyne Dakhlija – est la hantise de l'autochtonie : Jocelyne Dakhlija, *L'oubli de la cité. La mémoire collective à l'épreuve du lignage dans le Jérid tunisien*, Paris, La Découverte, 1990.

103. Mohamed-Hédi Chérif, « Hommes de religion et pouvoir... », art. cit., p. 595, note 3.

104. Mohamed-Hédi Chérif, *Pouvoir et société...*, op. cit., t. 1, 1984, p. 37.

105. Abdelhamid Hénia, « Hal shakkala al-Atrâku fi-l-bilâd al-tûnisiyya mahmala al-hadâtha? » (« Les Turcs ont-ils constitué le vecteur de la modernité? » en arabe), dans Abderrahim Benhadda, Abderrahman El Moudden et Mohamed Lazhar El Gharbi (dir.), *Transmission des idées et des techniques au Maghreb et Méditerranée*, Rabat, Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, 2009, p. 157-178.

106. Bertrand Badie, *Les deux États...*, op. cit.; id., *L'État importé...*, op. cit.

107. Jean-François Bayart (dir.), *La greffe...*, op. cit.